

6 Société et Culture

Crise dans l'enseignement privé protestant

La saga se poursuit

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon



Plusieurs enseignants non décisionnaires de l'Enseignement privé protestant étaient présents à cette rencontre.

UNE semaine après la clôture des assises de la commission scolaire de l'enseignement privé protestant, qui ont eu lieu à Baraka du 12 au 13 septembre 2019, ce secteur enregistre de nouveau un mouvement d'humeur des enseignants non décisionnaires. Cette grève avait pourtant été momentanément suspendue par les intéressés, pour cause d'ouverture des négociations avec la direction générale. Sauf qu'après plusieurs mois de pourparlers infructueux, les grévistes ont décidé hier de reconduire leur mouvement. Et ce, pour une durée indéterminée. Cette fois, ils tiennent à attirer l'attention des

parents d'élèves et des autorités en charge de l'Éducation nationale quant à la nouvelle tournure que pourrait prendre leur mouvement de revendication. Le porte-parole du collectif, Duphy Minto'o Ella, explique: "aujourd'hui, nous sommes devant les médias parce que nous ne savons pas toujours ce qu'il en est de nos situations administratives. Sommes-nous pris en compte par la vague de recrutements et de régularisations de situations administratives qui se fait actuellement par la tutelle. Ou le recrutement des enseignants des confessionnels connaîtrait-il un traitement différent? Autant d'interrogations qui, jusqu'alors, ne trouvent pas de réponses et nous ramènent au point de départ. À savoir: le retour au piquet de grève, pour être entendus et pris en considération."

Autre pomme de discorde: les effectifs. "Comment faire fonctionner les établissements en renvoyant à la maison, plus de 134 enseignants du second degré et 100 du premier degré et cela sans véritables motivations?", s'interrogent les grévistes. Pour recueillir la version de la direction générale "incriminée", nous avons tenté, en vain, de la joindre. D'après ce qui nous a été rapporté, le directeur de l'enseignement privé protestant était en séance de travail au ministère de l'Éducation nationale, jusqu'au moment où nous mettions hier sous presse.

Oeuvre de bienfaisance à Ntoum

Julien Nkoghe Bekale soulage les familles de sa circonscription

Martina ADA METOULE
Ntoum/Gabon



Les officiels.

DES kits scolaires et soutiens financiers ont été offerts aux élèves et parents d'élèves du 1er arrondissement de la commune de Ntoum. Le bienfaiteur, Julien Nkoghe Bekale, représenté par son suppléant, le député siégeant Anasthase Bounounou, a pensé à soulager les familles pour la rentrée scolaire 2019-2020 prévue le 30 septembre prochain.

Les élèves de tous les établissements primaires de l'arrondissement, accompagnés de leurs parents, ont fait le déplacement de l'école publique de Ntoum 1, pour recevoir les dons offerts par leur élu. Des dons composés de cartables, fournitures scolaires, moyens financiers, entre autres, que Julien Nkoghe Bekale a prévu, dans son calendrier aux

écoliers de sa circonscription électorale. Au nom du titulaire, Anasthase Bounounou a indiqué à l'assistance le bien-fondé et la symbolique de ce geste. Selon lui, l'élu national a tenu à soulager les familles du 1er arrondissement de Ntoum, dans les dépenses relatives à la rentrée scolaire. "L'honorable Julien Nkoghe Bekale a pensé à vous, à nos

enfants. Il a estimé qu'il pouvait contribuer et aider les familles pour cette rentrée des classes. C'est pour cette raison qu'il offre ces kits scolaires et ces enveloppes", a laissé entendre le parlementaire, avant d'inviter les apprenants à "bien faire usage de ce don. Votre merci au député sera vos bons résultats en fin d'année scolaire". Par ailleurs, les parents



La directrice de l'école publique de Ntoum 1 remettant, au nom du bienfaiteur, un kit à un élève.

des bénéficiaires ont exprimé leurs sentiments de joie devant le geste de leur bienfaiteur. À en croire l'un d'eux, "cette enveloppe vient à point nommé, au moment où beaucoup se demandaient déjà comment faire, avec toute la charge que nous avons. Rien ne vaut le geste, même pas le cadeau. Nous disons merci à notre élu d'avoir pensé à nous. Avec toutes

les charges qu'il a, il a tenu quand même à partager ce peu avec nous. C'est la marque d'une grande considération". Même son de cloche du côté des apprenants: "nous disons merci à l'honorable député pour ce cadeau. Il vient aider nos parents. Nous lui disons merci et nous promettons de faire bon usage de ces kits".

Grand prix du journalisme de l'initiative "la Ceinture, la Route"

La date butoir approche inexorablement

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon



L'ambassadeur de Chine au Gabon, Hu Changchun, lors de l'annonce du Grand prix du journalisme

ANNONCÉ par Hu Changchun, ambassadeur de Chine au Gabon le 28 janvier 2019, lors du Forum national des médias et journalistes sur l'initiative "la Ceinture, la Route" de Libreville, lancé officiellement le 10 juillet dernier, avec la publication du règlement intérieur sur le site de l'ambassade de Chine au Gabon, le Grand prix du journalisme déli-

vrera prochainement son verdict. La date des dépôts des épreuves pour les journalistes désirant y participer approche inexorablement. Il ne reste que quelques semaines et le jury, composé des représentants de l'ambassade de Chine, de l'Union, de la chaîne de télévision Gabon 24 et de China Africa Média, devra statuer, afin de désigner les vainqueurs 2019, sur

la base des reportages sur l'initiative "la Ceinture, la Route". "Ce Grand prix du journalisme donne l'occasion aux participants d'exprimer leurs émotions en faveur des deux pays, de leurs sociétés et de leurs cultures, tout en valorisant la richesse de la convergence et de la diversité des peuples de Chine et du Gabon", précise le règlement. Du côté de l'ambassade de Chine, des journalistes ont déjà soumis leurs copies. Les participants ont jusqu'au 15 octobre 2019, à minuit, pour déposer leurs œuvres.

Ici et ailleurs

• Virus Ebola
Bientôt un deuxième vaccin



La RDC va recourir à un deuxième vaccin anti-Ebola dès la mi-octobre, a annoncé, hier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), accusée par l'ONG "Médecins sans frontières" de "rationner" le vaccin des laboratoires Merck, le seul utilisé à ce jour dans la riposte contre l'épidémie, qui a déjà fait plus de 2 100 morts. "Les autorités de RDC, en décidant de déployer le deuxième vaccin expérimental (...) ont, une fois de plus, fait preuve de leadership et de détermination", a souligné le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué. L'OMS a précisé que ce deuxième vaccin expérimental, fabriqué par Johnson & Johnson, et qui requiert l'administration de deux à 56 jours d'intervalle, sera administré à des populations à risque ciblées dans des régions de la République démocratique du Congo, où il n'y a pas de transmission active du virus Ebola.

• Santé
Lutte contre les faux médicaments en Afrique

Une nouvelle organisation pharmaceutique africaine a été créée pour lutter contre les faux médicaments qui "tuent et livrent une concurrence déloyale" sur un marché de 1,5 milliard de dollars par an en Afrique subsaharienne francophone, ont annoncé hier à Abidjan ses responsables. L'Association des industriels pharmaceutiques en Afrique francophone subsaharienne (Lipa), implantée dans 15 pays d'Afrique francophone subsaharienne abritant 250 millions d'habitants, se veut être "un acteur majeur dans la lutte contre la contrefaçon et les médicaments de la rue", a expliqué son président, Frédéric Lieutaud.

• Éducation
Des serviettes hygiéniques pour lutter contre l'absentéisme scolaire des filles

Des distributions gratuites de serviettes hygiéniques vont être organisées dans les villages au Bangladesh, pour aider les jeunes filles à ne pas manquer les cours pendant la période de leurs menstrues. Plus de 40 % des écolières dans ce pays conservateur de 168 millions d'habitants restent à la maison durant leurs menstruations, communément désignées comme "la période de la honte".

Rassemblés par CM